

F. 95 - 2773

[S - C - 29404]

**24 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission
instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 2 modifié par le décret du 27 décembre 1993 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 octobre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement en date du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel;

Arrête :

Article 1er. La Commission instituée auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, ci-après dénommée la Commission, est composée des membres effectifs suivants :

1° un président choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement, exerçant les fonctions d'inspecteur général, ou parmi les fonctionnaires du Ministère, exerçant les fonctions de directeur au moins;

2° trois fonctionnaires représentant respectivement la Direction générale de l'Enseignement secondaire, la Direction d'administration de l'Enseignement spécial et la Direction d'administration de l'Enseignement de Promotion sociale;

3° un représentant de l'Enseignement de la Communauté française;

4° un représentant de chacune des organisations représentatives des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement secondaire (SÉGEC, CPEONS, FELSI);

5° deux représentants de l'Institut de formation permanente des classes moyennes.

Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions, ci-après dénommé "le ministre", désigne les membres de la Commission. Pour tout membre effectif, il est également désigné un suppléant qui le remplace en cas d'empêchement.

Les membres visés à l'alinéa 1er, 4° et 5°, sont désignés sur présentation de l'institution ou l'organisation qu'ils représentent. Les membres visés à l'alinéa 1er, 5°, sont choisis de manière à assurer la représentation tant des services de l'Institut situés dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale que de ceux situés dans la région de langue française.

Art. 2. Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il peut être renouvelé. Les membres restent en fonction jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Le mandat de membre prend fin :

1° en cas de démission;

2° en cas de décès;

3° lorsque le membre est admis à la pension ou perd la qualité qui, en application de l'article 1er, alinéa 1er, justifie le mandat.

Il est pourvu dans les deux mois au remplacement de tout membre dont le mandat a pris fin avant son expiration normale. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 3. Le secrétariat, fonctionnant sous l'autorité du président, est assumé par un fonctionnaire désigné à cet effet par le Ministre au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Art. 4. § 1er. La Commission ne délibère valablement que si les deux tiers au moins des membres effectifs ou suppléants sont présents.

Si ce quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle réunion peut être convoquée. Elle pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour déterminer la majorité.

Art. 5. La Commission peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative de son président ou à la demande de deux membres au moins.

Cette demande mentionne les points que les membres souhaitent voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et en arrête l'ordre du jour.

Art. 8. La Commission siège à huis clos. Toutefois, elle peut décider de commettre un ou des experts, et d'entendre toute personne pouvant lui apporter une information.

Art. 9. Les mandats des membres de la Commission sont gratuits.

Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté.

Pour l'application de l'alinéa 2, les membres de la Commission qui ne font pas partie des services du Gouvernement de la Communauté sont assimilés aux fonctionnaires titulaires du grade de directeur. Les personnes à la collaboration desquelles il serait fait appel conformément à l'article 8 sont indemnisées de leurs frais de parcours aux mêmes conditions.

Art. 10. Les dépenses occasionnées par le fonctionnement de la Commission et de son secrétariat sont supportées par le budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 11. La demande de reconnaissance d'une formation est introduite auprès du président de la Commission par envoi recommandé à la poste ou par simple dépôt contre accusé de réception.

A la demande est joint un dossier établissant que la formation :

1° comprend au moins 360 h/année lorsqu'elle est suivie avant la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire aura seize ans et au moins 240 h/année, lorsqu'elle est suivie entre le 1^{er} juillet de l'année au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de seize ans et la fin de l'année scolaire de l'année où il atteint l'âge de dix-huit ans;

2° contribue à l'éducation ainsi que la préparation à l'exercice d'une profession.

A ce dossier est joint une note informant la Commission sur :

- a) les programmes de formation (le cas échéant, partie théorique et partie pratique, grilles-horaires et contenus);
- b) la qualification des formateurs;
- c) les locaux et équipements;
- d) les modes de certification et de-formation.

Art. 12. La Commission émet son avis dans un délai de cent-vingt jours à compter de la date à laquelle elle reçoit la demande.

L'avis de la Commission est motivé.

Lorsque l'avis n'est pas rendu à l'unanimité il peut faire état des opinions dissidentes.

Art. 13. Toute formation reconnue fait l'objet d'un rapport annuel qui est adressé au Ministre.

Ce rapport contient une évaluation des activités de l'année écoulée. Il précise si la formation sera poursuivie durant l'année suivante, conformément aux éléments qui ont servi de base à l'octroi de la reconnaissance. Le cas échéant, il indique tout projet de modification d'un de ces éléments.

Art. 14. Afin de permettre le contrôle du respect des critères de reconnaissance, le Ministre peut enjoindre à la Commission de lui communiquer tout renseignement nécessaire.

Les organisateurs des formations sont tenus de fournir tout renseignement demandé par la Commission.

Art. 15. Le Gouvernement peut mettre fin à la reconnaissance à tout moment sur avis conforme de la Commission.

Avant de rendre son avis, la Commission communique à l'organisateur de formations, par lettre recommandée avec accusé de réception, les griefs qui sont retenus à son encontre.

Cette communication comprend en outre la convocation de l'organisateur de formation à une audition au cours de laquelle il pourra faire valoir ses observations devant la Commission. L'audition a lieu au plus tôt 8 jours calendrier après l'envoi de ladite communication. L'absence de l'organisateur de formations à la séance d'audition n'empêche pas le Gouvernement de prendre valablement la décision de retrait de reconnaissance.

Art. 16. La liste des formations reconnues est publiée au *Moniteur belge*.

A partir de l'année scolaire 1995-1996, cette publication a lieu chaque année avant le 15 juin qui précède l'année scolaire considérée.

Cette liste est par ailleurs portée sans délai à la connaissance des membres du service d'inspection chargés du contrôle de l'obligation scolaire.

Art. 17. L'arrêté royal du 13 août 1984 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1995.

Art. 19. Le Ministre qui a l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 - 2773

[S - C - 29404]

24 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de samenstelling en de werking van de Commissie ingesteld bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inz. artikel 2, gewijzigd bij decreet van 27 december 1993 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 6 mei 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van begroting, gegeven op 5 oktober 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 10 april 1995;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Besluit :

Artikel 1. De Commissie ingesteld bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht (hierna "de Commissie"), bestaat uit de volgende leden :

1° een voorzitter gekozen onder de leden van het onderwijspersoneel die het ambt van inspecteur-generaal uitoefenen of onder de ambtenaren van het Ministerie die ten minste het ambt van directeur uitoefenen,

2° 3 ambtenaren die resp. de algemene directie secundair onderwijs, de bestuursdirectie buitengewoon onderwijs en de bestuursdirectie onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen;

3° een vertegenwoordiger van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

4° een vertegenwoordiger van elke representatieve organisatie van inrichtende machten van het secundair onderwijs (SEGEC, CPEONS, FELSI);

5° 2 vertegenwoordigers "Institut de formation permanente des classes moyennes".

De voor het secundair onderwijs bevoegde Minister (hierna "de minister") wijst de leden van de Commissie aan, alsook, voor elk werkend lid, een plaatsvervanger in geval van verhindering.

De in lid 1, 4° en 5°, bedoelde leden worden aangewezen op voorstel van de instelling of organisatie die zij vertegenwoordigen. De in lid 1, 5°, bedoelde leden worden derwijze gekozen dat de diensten van het Instituut in het tweetalig Brussels hoofdstedelijk gewest en die in het Frans taalgebied vertegenwoordigd zijn.

Art. 2. Het mandaat van de leden duurt 3 jaar en kan vernieuwd worden. De leden fungeren t t hun opvolgers geïnstalleerd worden. Het mandaat neemt een einde wanneer het lid :

1° ontslag neemt;

2° overlijdt;

3° gepensioneerd wordt of de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij ingevolge artikel 1, 1e lid, aangesteld werd. Elk lid wiens mandaat voortijdig een einde neemt wordt binnen de 2 maanden vervangen; het nieuw lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 3. Het secretariaat wordt, onder het gezag van de voorzitter, waargenomen door een ambtenaar, door de Minister gekozen in het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 4. § 1. De Commissie beraadslaagt geldig als ten minste 2/3 van de leden of plaatsvervangers aanwezig zijn; zoniet kan een nieuwe vergadering belegd, tijdens welke de commissie ongeacht het aantal aanwezige leden geldig beraadslaagt.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Onthoudingen tellen niet mee bij het bepalen van de meerderheid.

Art. 5. De Commissie kan een huishoudelijk reglement opmaken.

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van haar voorzitter of op verzoek van ten minste 2 leden. Dit verzoek vermeldt de punten die de leden op de agenda willen laten inschrijven; een toelichting moet erbij gevoegd worden.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum en de agenda van de vergadering.

Art. 8. De Commissie vergadert met gesloten deuren, maar kan beslissen een of meer deskundigen en elke persoon die ze kan voorlichten, te horen.

Art. 9. Het mandaat van de leden van de Commissie is onbezoldigd. Zij hebben recht op terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als het personeel van de diensten van de Regering van de Gemeenschap; daartoe worden de niet tot die diensten behorende leden gelijkgesteld met de directeurs.

Onder dezelfde voorwaarden worden de personen wier medewerking gevraagd wordt krachtens artikel 8, voor hun reiskosten vergoed.

Art. 10. De werkingsuitgaven van de Commissie en van haar secretariaat komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 11. De aanvraag om erkenning van een opleiding wordt ingediend bij de Voorzitter van de Commissie, bij aangetekend schrijven of door afgifte tegen bewijs van ontvangst.

Bij de aanvraag wordt een dossier gevoegd waaruit blijkt dat de opleiding :

1° ten minste 360 u./jaar telt, als ze gevolgd wordt voor het einde van het schooljaar tijdens welke de leerplichtige minderjarige 16 jaar wordt, en ten minste 240 u./jaar als ze gevolgd wordt tussen 1 juli van het jaar waarin hij 16 jaar wordt en het einde van het schooljaar in het jaar tijdens welk hij 18 jaar wordt;

2° bijdraagt tot de opvoeding en tot de voorbereiding op de uitoefening van een beroep. Bij dit dossier wordt een nota gevoegd ter voorlichting van de Commissie over :

a) de opleidingsprogramma's (eventueel theorie en praktijk, lesroosters en inhoud);

b) de scholing van de opleiders;

c) de lokalen en de uitrusting;

d) de wijze van certificatie en opleiding.

Art. 12. De Commissie brengt een met redenen omkleed advies uit binnen 120 dagen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag. Wanneer het advies niet eenstemmig is, kunnen de afwijkende meningen vermeld worden.

Art. 13. Over elke erkende opleiding wordt bij de Minister jaarlijks verslag uitgebracht, met de evaluatie van de activiteit in het afgelopen jaar. Het verslag deelt mee of de opleiding het volgende jaar voortgezet wordt, overeenkomstig de basisgegevens van de erkenning, en eventueel of een van die gegevens gewijzigd zal worden.

Art. 14. Om na te gaan of de erkenningscriteria nageleefd worden, kan de Minister de Commissie gelasten, hem alle nodige inlichtingen mee te delen.

De inrichters van de opleidingen moeten de Commissie alle inlichtingen waar ze om verzoekt, meedelen.

Art. 15. De Regering kan steeds een einde maken aan de erkenning, op eensluidend advies van de Commissie.

Voordat ze adviseert, deelt de Commissie de inrichter, bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, mee welke grieven tegen hem worden aangevoerd en ontbiedt ze hem op een hoorzitting waar hij zijn opmerkingen aan de Commissie kan meedelen. Die zitting wordt ten vroegste 8 kalenderdagen na het sturen van bedoelde mededeling plaats. Als de inrichter er niet verschijnt, kan de Regering niettemin geldig beslissen, de erkenning in te trekken.

Art. 16. De lijst van de erkende opleidingen wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Vanaf het schooljaar 1995-96 gebeurt zulks jaarlijks voor de 15e juni die het beschouwde schooljaar voorafgaat. Die lijst wordt onverwijld medegedeeld aan de met de controle op de leerplicht belaste leden van de inspectiedienst.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 tot regeling van de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld bij artikel 2 van de wet betreffende de leerplicht d.d. 29 juni 1983, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1995.

Art. 19. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 24 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

F. 95 - 2774

[S - C - 29418]

24 MAI 1995

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 8 septembre 1972, 30 juillet 1976, l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982, l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal du 16 août 1988 et la loi du 4 janvier 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 19 mars 1991 accordant un complément de traitement aux personnels des universités;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole du 12 mai 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité du secteur IX;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget donné le 14 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique donné le 18 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Considérant qu'il y a lieu de fixer au plus tôt les échelles barémiques du personnel scientifique telles qu'elles résultent des conventions sectorielle et intersectorielle;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er. Les échelles de traitement mentionnées à l'article 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 8 septembre 1972, 30 juillet 1976, l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982, l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal du 16 août 1988 et la loi du 4 janvier 1989, sont remplacées, aux dates indiquées, par les échelles de traitement suivantes :

RANG A

1° Attaché et assistant :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

278 399 — 505 938

3 annales de 9 858

1 biennale de 18 444

1 biennale de 13 525

9 biennales de 18 444

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

283 967 — 516 057

3 annales de 10 055

1 biennale de 18 813

1 biennale de 13 795

9 biennales de 18 813

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

760 277 — 1 361 676

3 annales de 25 504

11 biennales de 47 717

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

775 482 — 1 388 908

3 annales de 26 015

11 biennales de 48 671

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

783 236 — 1 402 799

3 annales de 26 275

11 biennales de 49 158